



Bulletin cheminot Lyon

Lundi 1<sup>er</sup> avril 2024

## **Quand le gouvernement crie haro sur les chômeurs**

***Sous prétexte de déficit de l'État, suite à la multiplication des subventions au patronat et au gonflement du budget militaire, Gabriel Attal vient d'annoncer la guerre aux chômeurs. Au programme : réduction de la durée d'indemnisation du chômage, allongement de la durée de la période travaillée pour avoir droit aux allocations, baisse du montant de celles-ci. Attal confond volontairement le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale ! Mais son seul but est une nouvelle attaque contre les plus précaires d'entre nous, en espérant qu'il leur sera plus difficile de réagir. En attaquant les plus précaires, le gouvernement cherche à faire pression sur tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, pour augmenter toujours plus leur exploitation.***

Le projet est de réduire de 18 à 12 mois la durée de l'indemnisation ; elle avait déjà été réduite de 24 mois à 18 en février 2023. S'y ajouterait l'augmentation du nombre de mois travaillés pour ouvrir droit à une allocation : il avait déjà été porté à six mois de travail sur deux ans, il s'agirait d'en demander huit. Le montant des allocations serait diminué, en changeant son mode de calcul et les rendant fortement dégressives : avec les réformes précédentes elles ont déjà baissé en moyenne de 16 % (et jusqu'à 50 % pour une partie des chômeurs). Et seuls 36 % des demandeurs d'emplois inscrits touchent une allocation.

Car on en est déjà à la troisième réforme sous Emmanuel Macron. Lors de la dernière, de février 2023, Macron avait annoncé que si on réduisait les allocations chômage c'était parce qu'il y avait plus d'offres d'embauche, que les chômeurs n'avaient qu'à accepter, mais qu'on pourrait assouplir les règles si le taux de chômage augmentait. Aujourd'hui il dit le contraire : c'est parce que le chômage augmente qu'il faut obliger les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain. On a bien déjà imposé au bénéficiaire du RSA des heures de boulot quasi gratuit. C'est déjà à 6,7 milliards par an que sont chiffrées les économies que les réformes précédentes permettent. Et on en voudrait plus. Sur le dos des chômeurs et sur le dos des salariés tout court, puisqu'il s'agit de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix. Et c'est aussi aux malades que le gouvernement veut s'en prendre en parlant d'augmenter le nombre de jours de carence en début d'arrêt maladie.

Car cette réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans la guerre sociale que mène le gouvernement : c'est aussi sur les budgets de l'école et des hôpitaux que Bruno Le Maire a annoncé qu'il entendait récupérer les 10 ou 18 milliards qui lui manqueraient. Déjà c'est dans les réserves que lui fournissent les livrets de caisse d'épargne (les économies mises de côté par les petites gens), jusque-là en grande partie destinées à financer la construction de logements sociaux, qu'on va puiser pour financer les faramineuses commandes aux marchands de canon. Une annonce d'autant plus révoltante que cette semaine, avec la fin de la trêve hivernale, vont reprendre les expulsions des locataires qui n'ont pas pu payer leur loyer, qu'il y a 330 000 sans-abris, 2,4 millions de demandes de HLM en attente.

Pour leur faire ravalier ces projets, il faudra s'y mettre toutes et tous ensemble. Dans différents secteurs, les réactions se multiplient : enseignants, contre ce « choc des savoirs » qui veut organiser le tri social des élèves et aggraver les conditions d'enseignement dans les collèges et lycées des quartiers populaires. Mais aussi dans d'autres secteurs sur les salaires, comme les débrayages vendredi dernier de plus de 3 000 salariés dans quelque 150 grandes surfaces Auchan, applaudis par les clients qui les voyaient défiler avec pancartes dans les allées.

Des réactions pour l'instant en ordre dispersé, mais qui ne demandent qu'à devenir mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive générale du patronat et du gouvernement contre nous.

## ***Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution !***

Le NPA sera présent aux élections européennes. À l'heure où les bruits de bottes s'amplifient, où les attaques se multiplient contre les travailleurs et où les frontières font des milliers de morts en Méditerranée, il est indispensable que se fasse entendre une voix internationaliste, de construire l'union des travailleurs au-delà des frontières nationales.

Notre liste sera composée de travailleurs et de travailleuses, d'étudiants et de jeunes salariés. Elle sera le porte-voix des colères et des luttes des exploités et des opprimés au sein d'un continent où l'immense majorité de la population survit avec des salaires, des pensions et des indemnités minés par l'inflation, alors que les grands groupes capitalistes se gavent, notamment ceux qui transforment le sang des peuples en milliards de profits.

Elle défendra la nécessité de l'union dans la lutte de tous les travailleurs et travailleuses du continent pour arracher les moyens de vivre dignement, son opposition à cette Europe « forteresse », hérissée de murs et de barbelés contre les hommes et les femmes des autres continents, qui ne demandent qu'à venir ici pour y être nos camarades de travail dans les chantiers, les bureaux ou les usines.

Nos têtes de liste et porte-paroles de campagne sont des travailleurs : Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus, Gaël Quirante, 48 ans, postier, Armelle Pertus, 48 ans, professeure des écoles, Damien Scali, 38 ans, cheminot.

### ***New Fret, vieilles recettes***

Aux dernières nouvelles, l'actuel Fret SNCF sera l'année prochaine divisé en deux filiales : New Fret et New Technifret. Mais derrière ces noms de projet branchés, nous ne savons toujours pas si nous serons tous transférés, et si oui sous quelles formes.

Direction et syndicats sont en pléines négociations sur le sujet. Mais ils n'y a rien à attendre de ces discussions. Seule notre mobilisation nous permettra d'imposer des garanties sur nos emplois !

### ***Diviser pour mieux exploiter !***

Europorte, Captrain, Naviland, DB Cargo et maintenant New Fret et New Technifret SNCF... La multiplication des entreprises de Fret ferroviaires ne doit pas nous faire oublier que nous partageons les mêmes intérêts avec tous les salariés du rail sur les salaires et les conditions de travail. Alors, non à la concurrence entre travailleurs et oui à leur unité dans la lutte !

## ***En Allemagne, les cheminots montrent la voie !***

Nos collègues outre-Rhin viennent d'obtenir d'importantes augmentations de salaires ainsi qu'une réduction du temps de travail : augmentation de 420 euros entre cette année et 2025 et passage progressif à la semaine de 35 heures – qui était encore à 39 heures.

Cette victoire a été arrachée à la suite d'une lutte de plusieurs mois, avec des journées de grève très suivies. Cela nous rappelle à tous que, face au patronat, seule la lute collective paie !

### ***Licenciée pour 1€...***

À la gare de Paris-Montparnasse, une femme de ménage a été licenciée pour faute grave. La faute en question ? Avoir ramassé une pièce d'un euro sur le comptoir, laissée sans doute par un client inattentif voire peut-être comme un pourboire. 2theloo, son employeur, justifie ce renvoi sans indemnités en accusant cette mère de deux enfants payée au SMIC de vol. Le comble du cynisme, quand on sait que le dernier chiffre d'affaires connu de l'entreprise est estimé à plusieurs millions d'euros ! Ce n'est pourtant pas eux, les dirigeants de cette multinationale juteuse en charge de « boutiques-toilettes » dans 43 gares grâce une à une concession garantie par la SNCF jusqu'en 2026, qui nettoient et désinfectent chaque jour les toilettes des gares. Aux chiottes, ces patrons voleurs !

### ***Un logement pour tous : le minimum vital***

140 000 personnes sont menacées d'expulsion en ce début de mois d'avril, qui sonne la fin de la trêve hivernale. Et parce qu'il ne suffit pas au gouvernement de mettre les travailleurs pauvres à la rue, depuis la loi anti-squatteur de 2023, ils sont punis pour infraction à hauteur de 7500 euros. Imposer de telles amendes à des gens qui ne peuvent pas payer leur loyer, c'est criminel. Comme est criminelle la politique d'expulsion d'un gouvernement qui ne cache décidément pas qu'il fait la guerre aux plus pauvres.

### ***Révolutionnaires, un journal par et pour les travailleurs !***

Achète le n°10 de notre journal pour 2€ auprès de nos diffuseurs.



*Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !*

*Une info à nous transmettre, une remarque : écris-nous à [npa.cheminots.lyon@gmail.com](mailto:npa.cheminots.lyon@gmail.com)*